

Les **Echos** de l'Eco

echosdeleco.com

JANVIER 2022 - N°011 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



Interview

Gomez Agou Représentant du FMI au Gabon



FMI : FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL UN ALLIÉ STRATÉGIQUE ET CIRCONSTANCIER

Le FMI a été créé en juillet 1944, lors d'une conférence des Nations unies à Bretton Woods dans le New Hampshire (États-Unis). Les quarante-quatre pays représentés à la conférence...

P. 4-5-6

Essentiels



Oğuzcan Yerli
Directeur général Turkish Airlines Gabon & République du Congo

le ciel sourit à turkish airlines

Labellisée « 5 étoiles » pour l'année 2021, Turkish Airlines est cimentée comme l'une des plus grandes compagnies aériennes au monde. Depuis sa filiale au Gabon inaugurée en janvier 2013, Turkish Airlines connaît un essor régulier qui suscite notre curiosité.

P. 9



Noël Mboulou Mavouroulou,
Directeur général adjoint de Finam

Les petits ruisseaux font les grandes rivières

P.10



Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) :

Mission économique et commerciale de la Francophonie

P. 10-12

POZI



**Connectez,
Contrôlez, Trackez
vos véhicules!**

à partir de

25 000Fcfa

POZI est disponible sous forme d'abonnement mensuel à partir de 25 000Fcfa par véhicule. Frais d'installation 15 000Fcfa par véhicule.



f t @POZlapp 077.27.34.73





MEILLEURS VOEUX

MEILLEURS VOEUX
FESTAS FELIZES
FELICES FIESTAS

ecobank.com

Ecobank
La Banque Panafricaine

Édito

LEVER DE RIDEAU SUR 2022

Les vœux, notamment de fin d'année, sont toujours très soutenus, mutualisés et sincères. Malheureusement, chaque 1^{er} janvier nous analysons que les souhaits initiaux ne se sont pas tous réalisés. Si les Échos de l'Éco avaient le pouvoir de distribuer des vœux sans compter, soyez assurés que vous en recevriez sans aucune notion d'unité de mesure. L'année 2021 s'est achevée dans une ambiance chaotique et personne n'a pu se satisfaire de la gêne occasionnée par les mesures engagées jugées nécessaires. Comme au théâtre, la Covid-19 a frappé trois fois. Toutefois, les raisons d'espérer et de se mobiliser demeurent. Elles ne sont jamais subjectives, mais toujours fondées sur des actes, des réussites qui nous amènent à réfléchir positivement. Les richesses des matières premières du Gabon semblent illimitées : le pétrole, le manganèse, la forêt et toutes les autres opportunités moins médiatisées et moins exploitées : l'agriculture, l'or, le fer, le tourisme et tant d'autres terrains fructueux, comme les terres rares qui, à l'échelle mondiale, font désormais partie des matières premières stratégiques. Autre domaine novateur, la zone économique de Nkok qui fait des émules au Gabon et hors de nos frontières. Transformation de nos matières premières jusqu'au troisième niveau, écoles de formation dans divers domaines, usine pharmaceutique ... tous ces secteurs d'activité sont des pourvoyeurs d'emplois, des développeurs industriels. Nous sommes loin de la surutilisation des ressources qui peut entraîner des déséquilibres des écosystèmes. Une attention toute particulière est portée à cet effet notamment envers la foresterie. Bien entendu, tout n'est pas parfait, tout est perfectible notamment en termes d'éducation, de qualité des infrastructures routières, d'égalité des chances. Tout au long de l'année 2021, par l'intermédiaire de notre journal, nous vous avons apporté les informations essentielles afin que vous puissiez vous forger votre propre opinion sur l'actualité. Vos réactions, toujours plus nombreuses, sont des stimulateurs encourageants. La prochaine édition à paraître début février marquera déjà le premier anniversaire des Échos de l'Éco. En douze numéros nous sommes passés de 6 000 exemplaires à 10 000. Avant d'être fiers, nous sommes ravis de ce succès et de l'intérêt constant et grandissant que vous portez à nos publications. La publicité est un des moyens de nous soutenir et le climat de confiance dans lequel nous évoluons nous permet des perspectives prometteuses. Abordons cette nouvelle année avec confiance et sérénité. Tout le monde veut recevoir de bons vœux pour 2022, les nôtres sont chaleureux, sincères et multiples.

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella - Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Dockasse
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM N° 2018 A 46162 – Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com



Sommaire



LE CERTIFICAT COSO

Le certificat Coso atteste de votre connaissance du référentiel intégré de contrôle interne, publié par le coso (committee of sponsoring organization of the traedway commission).

P.6

QUAND LA FONDATION BGFIBANK DÉFEND LES VALEURS DE LA RSE

Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à se préoccuper de l'impact social et environnemental généré par la responsabilité sociale des entreprises, ou RSE.



P.7



TURQUIE - GABON, DES RELATIONS À CROISSANCE EXPONENTIELLE AFFICHÉE

La présence turque en Afrique peut s'évaluer au nombre de ses représentations diplomatiques...

P.8

SIKKA : POUR SES 15 ANS, HPG PROPOSE DES SERVICES INNOVANTS

HPG, Handling Partner Gabon, est l'entreprise incontournable du monde aéroportuaire. Depuis sa création en 2007, sa mission consiste à répondre aux attentes des compagnies aériennes en termes de gestion de sécurité, d'un bout à l'autre du trajet aéroportuaire.



P.13



LA TRIBUNE DE RACHEL : INITIATIVE ENTREPRENEURIALE FÉMININE AU GABON

La présence de la femme dans le domaine entrepreneurial, le développement et la modernisation de la société gabonaise s'affirme et bénéficie à la fois de l'appui des gouvernants et des partenaires au développement.

P.14

INTERVIEW DE MONSIEUR GOMEZ AGOU REPRÉSENTANT RÉSIDENT DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI) AU GABON

FMI : UN ALLIÉ STRATÉGIQUE ET CIRCONSTANCIEL

Gomez Agou est le nouveau représentant résident du Fonds monétaire international (FMI) au Gabon depuis le 20 septembre 2021. C'est à lui qu'incombe désormais la mission de superviser la mise en œuvre du nouveau programme triennal 2021-2023. Selon le FMI, le nouveau programme du Gabon est soutenu par la mise en œuvre par les institutions régionales de la Commission économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) de politiques et de réformes dans les domaines de la réglementation des changes et du cadre de politique monétaire. Ceci dans le but de soutenir une accumulation des avoirs extérieurs nets au plan régional, qui sont essentiels à la réussite du programme.

Par Anne-Marie Jobin

PORTRAIT ET PARCOURS

Dr Gomez Agou, 36 ans, ivoirien, passionné du développement, riche de 15 années d'expérience dans le diagnostic et la résolution des problématiques de développement économique. Monsieur Gomez Agou est docteur en économie de l'université Sorbonne-Panthéon (2020) en France, diplômé de l'université de Harvard (2014) aux États-Unis, de l'École nationale d'économie et statistiques appliquées (2007) de Côte d'Ivoire et de l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (2004) de Côte d'Ivoire.

En octobre 2020, Gomez Agou a obtenu son titre de docteur en économie à l'université Paris 1 Sorbonne-Panthéon. Sa recherche doctorale portait sur l'amélioration du cadre de diagnostic de la croissance économique et de la diversification économique de ses anciens professeurs de Harvard.

Il est titulaire d'un master en politiques publiques et développement international de Harvard Kennedy School of Government obtenu en 2014. À Harvard, il fut formé en matière d'analyse et de communication politique, de leadership et de management publics, et d'économie du développement. En 2014, l'université de Harvard lui a décerné le prestigieux prix « Raymond Vernon » pour « potentiel exceptionnel de leadership public en matière de développement international ». Gomez Agou fut récipiendaire de bourses d'excellence des universités de Harvard et de Princeton en 2012 pour son admission dans ces deux universités.

En Côte d'Ivoire, il fut étudiant de l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (INPHB) en classes préparatoires de 2002 à 2004. Il devient ingénieur-statisticien-économiste de l'École nationale de statistiques d'économie appliquée (ENSEA) en 2007.

Enfin, il se passionne pour les jeunes. Il est coach certifié en développement personnel, partageant les principes de la réussite avec la jeunesse dans le monde. Il publie des vidéos de coaching sur sa page Facebook/YouTube (Les secrets de la réussite avec Gomez Agou) qui compte environ 50 000 abonnés.

De la Banque mondiale en Indonésie à la primature en Côte d'Ivoire, il a vécu l'essentiel de son parcours dans les arcanes du FMI. Au cours de sa carrière, il a travaillé sur l'allègement de la dette en Côte d'Ivoire (2007-12), la conception du plan de développement en Indonésie (2014), la relance économique en Tunisie (2014-18), le conseil de politiques économiques, y compris la gestion économique de la crise covid au Ghana (2018-20). Il a aussi travaillé sur des questions transversales pour la région du Moyen-Orient, l'Asie centrale, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Ces questions concernent la croissance économique, la diversification économique, la promotion du secteur privé, les politiques monétaires et de change, le développement des marchés financiers, la réforme de la fonction publique et de la sécurité sociale, la gestion transparente de ressources stratégiques y compris le pétrole, et la lutte contre la corruption.

Dr Gomez Agou est actuellement représentant résident du FMI au Gabon, chargé du suivi d'un programme de 320 milliards de F CFA.



●●● Gomez Agou, représentant résident FMI au Gabon

Échos de l'Éco : Bienvenue Monsieur Gomez Agou ! Une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par M. Boileau Loko s'est rendue au Gabon du 8 au 14 décembre 2021 pour mener des discussions sur la première revue de l'accord élargi au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) qui a été approuvé en juillet 2021. Il s'agissait d'évaluer les actions pour lesquelles le Gabon a disposé de 553,2 millions de dollars américains (307 m^{ds} de F CFA). Quelle est l'issue de cette rencontre ?

Merci, chère Madame, de me recevoir dans vos tribunes. Je saisis cette occasion pour saluer vos lecteurs et leur souhaiter une bonne et heureuse année 2022.

Mais avant de répondre à votre question, permettez-moi d'exprimer ma sympathie à l'égard des Gabonaises et Gabonais qui ont souffert et qui continuent de souffrir de la pandémie liée à la covid-19. Je voudrais aussi en profiter pour saluer la mémoire de toutes les personnes qui

ont perdu la vie par la faute de cette pandémie et présenter mes condoléances à leurs proches. Si le Gabon, comme la plupart des pays du monde, n'a malheureusement pas échappé à la crise sanitaire due à la covid, on peut saluer le fait que les autorités aient su la contenir.

Comme vous le savez, le FMI a rapidement pris les mesures nécessaires afin d'aider de nombreux pays en développement, y compris le Gabon. Les effets socio-économiques de la pandémie sont indéniables et persisteront sans doute encore pour un moment. Cependant, on note une reprise de la croissance économique au Gabon. Comment soutenir, accélérer cette croissance,

Comment soutenir, accélérer cette croissance, et s'assurer qu'elle est bien partagée ?

et s'assurer qu'elle est bien partagée ? Telles sont quelques questions qui ont fait l'objet de nos discussions avec les autorités dans le cadre de la récente mission à Libreville. Plus spécifiquement, l'objectif de la mission portait sur trois sujets : le premier concernait l'évaluation de la situation économique au Gabon ; le second portait sur la mise en œuvre du programme approuvé en juillet 2021 ; quant au troisième, il s'agissait de s'entendre sur les mesures du programme pour l'exercice 2022.

À l'issue de ces discussions, nos analyses nous amènent à penser qu'après la récession de 2020 (-1,8 %), la croissance économique devrait se situer autour +1,5 % en 2021 et s'accélérer en 2022 pour atteindre 3 % à mesure que la reprise s'affirme. Pour que cette croissance se matérialise, il est nécessaire d'accélérer la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes. Par exemple, en matière de transparence des revenus issus de l'industrie extractive et de gestion des finances publiques. À ce sujet, les autorités ont déjà appliqué certaines mesures, notamment la réintégration du Gabon en qualité de membre de l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives). Pour 2022, nous avons également convenu de renforcer les mesures fiscales pour atteindre les objectifs du budget fixés pour cette année. Les discussions se poursuivent sur ces questions afin de finaliser la revue.

Sur quelles études vous appuyez-vous pour prévoir une hausse du PIB pouvant atteindre les 3 % ?

La maîtrise de la pandémie a permis une reprise de l'activité économique. Nos projections du PIB se basent sur des données datant de fin août 2021 qui indiquent une tendance haussière. Néanmoins, des risques à cette reprise demeurent : il s'agit de la résurgence malheureusement possible de la pandémie et d'une chute des prix du pétrole.

Outre les extractions et l'exploitation des valeurs minières, quels sont les secteurs qui poussent le PIB vers le haut ?

En effet, les exploitations minières, notamment l'industrie extractive du manganèse, le raffinage, sont des moteurs de cette reprise. À cela s'ajoute le BTP qui reprend avec la construction d'infrastructures tandis que le transport avec le regain de la mobilité et l'industrie du bois tirent aussi l'activité économique.

Comment se positionne le Gabon au sein de l'Afrique centrale ? Quels sont les moyens de comparaison ? Quels sont les plus et les moins ?

Le Gabon tient une place majeure en Afrique centrale. Il doit son rang à plusieurs aspects, dont trois principaux : le Gabon est un pays à revenu intermédiaire, le revenu par habitant y est le plus élevé de la sous-région ; il tient une place importante au sein de la Cemac ; enfin, c'est aussi l'un des poumons écologiques de la planète !

Une question importante est aussi de savoir d'où est parti le Gabon et les défis qu'il doit affronter aujourd'hui. Des progrès notables ont été faits notamment dans la diversification de l'économie nationale et la promotion de la croissance non pétrolière, en particulier dans l'agriculture. En 2021, le pétrole représentait autour 26 % du PIB contre 41 % en 2010, et la part des recettes pétrolières dans les recettes totales a baissé, passant de 50 % en 2010 à 30 % en 2020. Cependant, la croissance n'a pas toujours été très inclusive puisqu'on estime que 32 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La récente pandémie a détérioré encore davantage la situation et poussé de nombreuses personnes, notamment les jeunes, dans le chômage. Aujourd'hui, le défi principal est de continuer à limiter l'impact de la pandémie tout en créant les conditions d'une croissance plus forte, résiliente, verte, génératrice d'emplois et inclusive. Comment y parvenir ?

Premièrement, il faut investir dans les infrastructures et le capital humain. Ceci doit se faire en créant des marges de manœuvre au niveau budgétaire, en augmentant les recettes internes du Gouvernement, tant les recettes pétrolières et minières que non-pétrolières. Il y'a encore beaucoup de déperditions dans les recettes liées aux secteurs extractifs. L'adhésion à l'ITIE est un pas positif, mais il faut encourager davantage de transparence dans ces secteurs. De même, les exonérations coûtent encore cher à l'État, environ 500 mds de F CFA par an. Une partie de ces ressources pourrait servir à réaliser les investissements nécessaires. De même, il est important d'améliorer l'efficacité des dépenses, notamment des dépenses d'investissement. À cet égard, les autorités se sont engagées dans le cadre du programme à exiger la publication des noms et des nationalités des bénéficiaires. Ces efforts permettront le financement des investissements essentiels au développement économique et social du pays et de protéger du surendettement.

Deuxièmement, il faut créer un environnement propice à l'investissement privé. Il faut un environnement dans lequel les entreprises

Il ne suffit pas de proposer des incitations fiscales pour attirer des entreprises.

peuvent évoluer, c'est à dire : produire, vendre, faire des bénéfices, accroître le nombre de leurs employés et grandir. Un tel cadre pour les affaires doit être offert à toutes les entreprises sans exception à l'intérieur du Gabon. Cela passe par la réduction des tracasseries routières et de la parafiscalité qui diminue la capacité des entreprises à être compétitives à l'extérieur, par la construction d'infrastructures, la formation de qualité et adéquate des jeunes dans les écoles. Bref, un climat des affaires propice. Et encore, je n'ai pas tout cité. Un environnement des affaires de qualité ne doit pas être seulement l'apanage des zones économiques spéciales.

Le troisième élément relatif à la protection sociale. Nous avons encouragé les autorités à considérer les subventions ciblées. Je vous explique pourquoi. Le Gouvernement a mis en place une politique dite de lutte contre la vie chère. Cela signifie qu'il bloque le prix de certains produits et supporte la différence à la place de tous les consommateurs.

Par exemple, imaginez qu'un de ces produits devrait coûter 2 000 F CFA. Au supermarché, il est vendu 1 500 F CFA pour tout le monde et c'est le Gouvernement qui paie la différence de 500 F CFA au vendeur. Ainsi, le Gouvernement paie 500 F CFA aussi bien pour moi que pour un ménage qui a seulement 200 000 F CFA de revenu. C'est injuste, car moi ou des gens comme moi n'avons pas besoin d'aide du Gouvernement. Ainsi, nous proposons que ce dernier identifie toutes les personnes qui ont besoin d'aide et qu'il leur apporte un soutien directement plutôt que de subventionner tout le monde.

Pour mettre en œuvre un tel système d'aide, il y a des étapes à franchir. Il faut avoir la liste complète des personnes dans le besoin, ceux que l'on appelle les Gabonais économiquement faibles. La bonne nouvelle est que le Gouvernement a déjà entamé ce travail. Le ministère des Affaires sociales travaille sur une base de données qui répertorie cette cible de la population. Cette liste doit être assainie, mise à jour. À cette fin, la Banque mondiale collabore avec les autorités. Nous saluons cela. Avec une telle liste, le Gouvernement pourra mettre en œuvre, s'il le désire, cette aide ciblée. Cette action participerait significativement au renforcement de la protection sociale. De nombreux pays dans le monde pratiquent cette formule et nous considérons que c'est un exemple à suivre.

Les services du FMI encouragent les autorités à accélérer les réformes pour renforcer le secteur bancaire, améliorer l'environnement des affaires, favoriser le développement du secteur privé. Comment intervenez-vous dans ces domaines ?

Le secteur bancaire est important pour le développement économique, car il constitue une source de financement de l'économie. La banque, c'est aussi celle qui détient une partie importante de l'épargne des familles. Il faut donc que les banques soient solides. La Commission bancaire (Cobac) est chargée de la supervision des banques dans la zone Cemac et nous travaillons en collaboration pour faire en sorte que les banques en bonne santé le demeurent et que celles qui ont besoin d'être remises en bon état de marche le soient.

Concernant l'environnement des affaires, c'est un élément très important. Comme je l'ai dit tantôt, l'un des défis à relever par le Gabon est l'emploi des jeunes. Et ce sont principalement les entreprises privées qui créent les emplois dans une économie. Par conséquent, pour que le secteur privé préserve son rôle de principal recruteur, il faut veiller à un environnement propice au développement des entreprises, renforcer la transparence, faciliter l'acquisition de titres fonciers et réduire les coûts de transactions pour les entreprises. Nous saluons les efforts du Gouvernement dans ce sens et les encourageons à en faire encore davantage.

Votre institution préconise une étude qui vise à réduire les exonérations de taxes accordées notamment aux zones d'activités privilégiées. Qu'en est-il ?

Pour répondre aux besoins de la diversification de l'économie, le Gabon a ouvert ses portes à des entreprises pour qu'elles produisent dans des secteurs qui ne sont pas classiques, et cette initiative est une bonne chose. Pour encourager ces nouvelles sociétés à venir s'installer au Gabon, d'importantes réductions fiscales ont été accordées et, selon nous, pas suffisamment contrôlées.

À ce jour, le manque à gagner pour le Gabon en termes de perte d'impôts s'élève à 1 m^d de dollars US par an. Permettez-moi une comparaison : le FMI, sur trois ans, accorde 550 millions de dollars US au Gabon. Donc, le Gabon offre à ces opérateurs en une seule année deux fois ce que le FMI va lui prêter en trois ans. C'est énorme ! Nous pensons qu'il est indispensable de réduire ces exonérations. Un pas positif a déjà été franchi. En effet, la prochaine loi de finances du budget 2022 vise notamment à modérer ces exonérations.

Mais soyons clairs, le FMI soutient l'idée de la diversification de l'économie, car elle est essentielle pour faire face à la problématique du chômage. En revanche, nous considérons qu'il ne suffit pas de proposer des incitations fiscales pour attirer des

entreprises, les maintenir et les rendre suffisamment compétitives pour bénéficier à l'ensemble de l'économie. Des études prouvent que les réductions d'impôts ne sont pas les raisons principales évoquées par les chefs d'entreprises qui décident de s'installer dans un pays. D'autres raisons priment. Ces raisons varient d'un pays à l'autre, mais en général, des facteurs clés sont les suivants : la stabilité politique, la sécurité, le niveau des prix et des salaires, la rapidité des opérations administratives, la qualité de la formation de la main-d'œuvre et les infrastructures. Pour financer les infrastructures et la formation, l'État a besoin de collecter suffisamment d'impôts. Les impôts sont essentiels pour l'État afin de créer un écosystème durable pour les entreprises. Il faut donc trouver un équilibre entre exonération fiscale et optimisation des recettes fiscales.

Le Gabon a reçu 300 millions de dollars US pour financer la lutte contre la pandémie d'un point de vue sanitaire, économique et social.

Le FMI en quelques chiffres



1944
création du FMI



190
pays membres



150
nationalités représentées
parmi les effectifs



24
administrateurs
représentant
190 pays membres



80
nombre de pays ayant
bénéficié d'un financement
d'urgence au 29 janvier 2021



1 000 Mrd USD
montant total que le FMI
peut prêter à ses pays
membres



303 Mio USD
dépenses consacrées à
l'assistance technique sur le
terrain, la formation pratique
et l'apprentissage par les pairs



0 %
taux d'intérêt des prêts pour
les pays à faible revenu



29
accords de prêts
en vigueur

Parlant d'impôts, votre communiqué faisait mention d'éviter la perte de recettes dans le secteur pétrolier et de veiller à la rationalisation des crédits de TVA.

Le secteur pétrolier représente environ le quart de l'économie gabonaise. Ce secteur est influencé par les prix, la production de pétrole et les contrats de partage. Les recettes pétrolières de l'État doivent refléter ces variables en permanence. Cela évite les déperditions. Ensuite, comme dans tout pays, des crédits de TVA sont générés dans certains secteurs en fonction de la nature de leur activité. C'est le cas du secteur pétrolier au Gabon. Ces crédits de TVA doivent être remboursés. Seulement, il faut éviter que les entreprises ne compensent sans une coordination avérée de l'État. Autrement, cela peut mettre en difficulté la gestion de la trésorerie de l'État. Les remboursements doivent se faire conformément aux règles des finances publiques.

Dans le cadre de sa riposte à la pandémie de covid-19, le FMI a créé une ligne de liquidité à court terme pour venir en aide aux pays membres dont la politique économique et les paramètres fondamentaux sont très solides. Le Gabon est-il concerné ?

Le FMI a manifesté sa solidarité durant cette phase douloureuse de la vie des nations durement affectée par la pandémie de covid-19. À cet effet, nous avons

mis en place un financement d'urgence. Contrairement aux prêts classiquement octroyés qui dépendent d'un ensemble d'engagements, ce financement spécial ne fut soumis à aucun engagement. Le Gabon a reçu 300 millions de dollars US pour financer la lutte contre la pandémie d'un point de vue sanitaire, économique et social. À la suite de cela, il est important pour les pays ayant bénéficié de ces fonds de rendre compte de leur utilisation afin que l'on en comprenne l'impact. Au Gabon, les autorités ont initié un audit sur les dépenses covid. Les résultats de cet audit sont attendus pour la finalisation de la première revue.

Les questions que se posent les opérateurs économiques du Gabon sont souvent identiques et portent sur le paiement de la dette intérieure. Quelle est la position du FMI à ce sujet ?

Ce sujet est une question importante pour le FMI. Ces arriérés ont été listés par la task force qui a déterminé les sommes dues à chaque entreprise. Il appartient à l'État de définir un échéancier et les critères de priorités des remboursements. C'est-à-dire un plan d'apurement. Les autorités se sont engagées à cela dans le cadre du programme. C'est un autre élément clé pour la finalisation de nos discussions dans le cadre de la première revue. Il faut dire que sur ce dossier, les choses avancent relativement bien.

La bonne gouvernance est une vaste notion qui englobe tous les aspects de la gestion des affaires d'un pays, notamment la politique économique, le cadre réglementaire et l'État de droit. Vous y êtes très attaché. Envisagez-vous la mise en place d'un traitement spécial pour le Gabon ?

Un certain nombre de mesures sont déjà intégrées dans notre programme. Les autorités sont conscientes de l'importance de la bonne

gouvernance, elles se sont engagées à faire preuve de transparence et encore une fois, la réintégration à l'ITIE le prouve. Des pas importants sont attendus pour renforcer cette dynamique. Il s'agit notamment de la publication des noms et nationalités des bénéficiaires des marchés publics. Cette mesure est cruciale pour la première revue du programme. Nous avons été encouragés par la volonté réaffirmée des autorités à renforcer la bonne gouvernance.



Version PDF
du journal téléchargeable

www.echosdeleco.com



HISTORIQUE

Le FMI a été créé en juillet 1944, lors d'une conférence des Nations unies à Bretton Woods dans le New Hampshire (États-Unis). Les quarante-quatre pays représentés à la conférence souhaitaient établir un cadre de coopération économique internationale afin d'éviter que ne se reproduisent les dévaluations qui avaient contribué à la grande crise des années 30. La mission première du FMI est de veiller à la stabilité du système monétaire international, en d'autres termes, le système international de paiements et de change qui permet aux pays et à leurs citoyens de procéder à des échanges entre eux. Un de ses rôles principaux est de surveiller la stabilité et de prévenir les crises du système monétaire international. Il évalue régulièrement les perspectives économiques mondiales, le rapport sur la stabilité financière dans le monde, l'évolution des finances publiques et les positions extérieures des plus grands pays dans le rapport sur le secteur extérieur. L'octroi de prêts aux pays membres confrontés à des problèmes effectifs ou éventuels de financement de leur balance des paiements est une des principales responsabilités du FMI. Les pays conçoivent des programmes d'ajustement en étroite collaboration avec le FMI et bénéficient de son concours financier. Les quotes-parts des pays membres constituent la principale source financière du FMI. Elles correspondent globalement à la taille et la position de chaque pays dans l'économie mondiale. Le FMI procède régulièrement à une révision générale des quotes-parts. La 14^e révision, qui a été achevée en 2010 et a pris effet en 2016, a doublé les ressources sous la forme de quotes-parts pour les porter à 477 mds de DTS - droit de tirage spécial - (environ 687 mds de dollars). La 15^e révision, achevée en 2020, n'a donné lieu à aucune augmentation des quotes-parts.

Le Gabon a rejoint le Fonds le 10 septembre 1963.



LE CERTIFICAT COSO

LE CERTIFICAT COSO ATTESTE DE VOTRE CONNAISSANCE DU RÉFÉRENTIEL INTÉGRÉ DE CONTRÔLE INTERNE, PUBLIÉ PAR LE COSO (COMMITTEE OF SPONSORING ORGANIZATION OF THE TRAEDWAY COMMISSION).

LE CERTIFICAT COSO VOUS PERMETTRA DE DÉVELOPPER UNE EXPERTISE DANS LA CONCEPTION, LE DÉPLOIEMENT ET L'ANIMATION D'UN RÉFÉRENTIEL DE CONTRÔLE INTERNE.



PUBLIC

Les contrôleurs internes, les auditeurs internes, les risk managers, les inspecteurs vérificateurs, les opérationnels métiers, les consultants, toutes personnes intéressées par le contrôle interne.



ADMISSIBILITÉS

Pour pouvoir présenter le certificat COSO, le candidat doit s'inscrire à la formation « préparation et certificat COSO » et maîtriser le référentiel. Voir présentation préparation et certificate COSO

MODALITES DE L'EXAMEN

QCM de 50 questions
75-90 minutes (1h15 - 1h30)
Interruption automatique du QCM après 150 minutes (2h30)

TARIFS

Inscription à la formation et à l'examen

Adhérent :
1 650 000 FCFA

Non Adhérent :
1 900 000 FCFA



**INSCRIVEZ-VOUS DÈS À PRÉSENT
PAR MAIL : 2016AGACI@GMAIL.COM
TÉL. : (+241) 77 07 18 56 / 77 42 99 55**

INTERVIEW DE MONSIEUR NOËL MBOULOU MAVOUROULOU, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE FINAM

LES PETITS RUISSEAUX FONT LES GRANDES RIVIÈRES

1982, un groupe composé de quelques personnes constitue un fonds d'entraide. 2004, obtention de l'avis de conformité de la Cobac puis de l'agrément du ministère de l'Économie et des Finances. 2005, création de la Finam : Financière africaine de microprojets, implantée à Libreville. 2010, extension du réseau d'agences dans cinq grandes villes de cinq provinces : Libreville, Lambaréné, Franceville, Oyem, Port-Gentil. 2021, ouverture de deux autres agences, à Koulamoutou et Tchibanga. Aujourd'hui, la Finam gère 18 agences à l'échelle nationale. Les commerçants, artisans, étudiants et fonctionnaires, la main-d'œuvre non permanente, les salariés du secteur privé, les associations, les PME et PMI, etc. sont les femmes et les hommes de ces cœurs de métiers qui ont grandi avec la Finam.

Par Anne-Marie Jobin

Avec un total bilan de plus de 39 m^{ds} de F CFA en 2020, la Finam est à la tête d'un capital social de 3,479 m^{ds} de FCFA et dispose de plus de 8 m^{ds} de fonds propres. Le 18 décembre 2021, la Finam et le groupe BGFIBank ont dévoilé leur partenariat qui vise à amener la Finam, premier établissement de microfinance de 2^e catégorie au Gabon, à devenir la référence africaine dans son secteur d'activité au cours des prochaines années. Ils ont aussi dévoilé leur logo... déjà étoilé !

Échos de l'Éco : Après lecture de ce bref historique, quelle est la date qui marque la Finam de façon indélébile et pourquoi ?

Permettez-moi d'en citer trois. La première est une étape déterminante : en 2005, nous avons obtenu notre agrément Cobac. Au cours de l'année 2010, nous avons confirmé notre légitimité, notre extension dans les provinces le prouve. Le 18 décembre 2021 restera une date historique. Il marque l'accomplissement d'une réussite collective qui a séduit le président-directeur général (PDG) du groupe BGFIBank et le président du conseil d'administration de Finam au point d'établir une relation prometteuse.

Justement, depuis quelques jours, vous êtes unis avec le groupe BGFIBank. Sous quelle forme sur le plan statutaire ? Quels sont les fondements de ce partenariat et quels en sont ses avantages concrets pour vous ?

BGFIBank est entré au capital de Finam. Il s'agit donc d'une prise de participation et non d'une absorption. La Finam reste une entité à part entière et bénéficie d'un plus large éventail d'actions grâce à la prise de participation de BGFIBank. Notre image est identifiée, à la hauteur de la crédibilité de cette institution bancaire qui jouit de cinquante années d'expérience. Il ne s'agit pas seulement d'un gain de notoriété, il s'agit aussi d'un appui logistique, financier, technique, informatique, etc. La mutualisation de nos réseaux est aux bénéfices du développement de Finam et de nos clients.

Quels sont les premiers objectifs ?

Il s'agit tout d'abord d'élargir notre champ d'action en nous adressant à des PME/PMI. En effet, l'une des contraintes d'un établissement de microfinance consiste à ne pas pouvoir accorder de prêts supérieurs à 10 % de son capital social. En conséquence, notre capital étant de 3 m^{ds} 479 millions, nous ne pouvons pas mettre à disposition d'un client plus



●●● Noël Mbulou Mavouroulou,
Directeur général adjoint de Finam

que 347 millions. Si ce ratio est suffisant pour satisfaire nos clients, il nous bloque dans notre développement. À présent, nous pourrions travailler en pool. Avec BGFIBank à nos côtés, nous sommes en mesure de travailler sur des projets structurants en partageant nos moyens, nos actions. La mutualisation est un facteur de progression.

Ceci ne nous éloigne en rien de nos clients à qui la microfinance accorde une attention particulière à travers trois types de comptes : le compte à vue, le livret d'épargne et le compte tontine. S'agissant du compte tontine particulièrement, il est ouvert avec une cotisation journalière minimum de 3 000 F CFA. Il est accessible à tout commerçant exerçant dans un secteur d'activité donné. La collecte est assurée par une équipe dédiée qui se charge d'alimenter votre compte. Pour les opérateurs dont l'activité est peu structurée, nous les

Nous sommes détenteurs d'un portefeuille de 130 000 clients suivis au quotidien par 180 collaborateurs.

accompagnons dans le conseil et les soutenons sur le plan administratif, juridique et financier.

L'autre objectif répond à notre implantation dans la sous-région. Nous sommes présents au Togo et nous travaillons sur notre positionnement au Congo-Brazzaville et au Cameroun. Lors de son intervention à la présentation de notre nouveau logo, le PDG du groupe BGFIBank, Monsieur Henri Claude Oyima, a exprimé le souhait de voir s'installer des agences Finam dans les douze pays où la BGFI est déjà implantée.

Qu'est-ce qui différencie la Finam des autres établissements de microfinance ?

Plusieurs critères nous distinguent. Tout d'abord, nous sommes implantés dans les neuf provinces. Ce maillage permet à nos clients d'être servis où qu'ils soient dans le pays. C'est une force et un confort. Nous sommes détenteurs d'un portefeuille de 130 000 clients suivis au quotidien par 180 collaborateurs. Grâce à ce rayonnement national et à un réseau informatique optimal, nous ne doutons pas de notre progression.

Notre ancienneté sur le marché de la microfinance au Gabon (17 ans) nous offre une expérience avérée et constitue un gage de confiance à l'égard de nos clients.

Enfin, la qualité de nos services, la célérité dans l'examen des dossiers et la souplesse dans la prise de décisions sont autant d'atouts qui fondent nos valeurs de professionnalisme, de proximité, de respect et d'esprit d'équipe, et nous animent au quotidien ●

QUAND LA FONDATION BGFIBANK DÉFEND LES VALEURS DE LA RSE

Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à se préoccuper de l'impact social et environnemental généré par la responsabilité sociale des entreprises, ou RSE. Pour permettre la mise en place d'une politique RSE efficace, il est nécessaire de s'appuyer sur une culture d'entreprise, de bâtir et maîtriser les facteurs clés afin d'installer un positionnement stratégique et différenciateur.

Dans cet objectif, Madame Manying Garandau, secrétaire exécutive de la fondation BGFIBank, a organisé le 12 novembre une conférence baptisée « Les journées durables ». À cette occasion, elle a invité un bouquet d'opérateurs économiques du Gabon rarement réunis. La présence et le discours de Monsieur Hugues Mbadinga Madiya, ministre du Commerce et des PME, prouvent l'intérêt croissant d'intégrer tous les sujets de référence et il s'en est exprimé dans son discours préliminaire. Outre la RSE, l'investissement socialement responsable (ISR), l'inclusion, l'innovation sociétale, l'économie sociale et solidaire (ESS) et les objectifs de développement durable (ODD) sont au cœur des nouvelles politiques publiques visant à concilier les objectifs de rentabilité des projets d'investissements publics ou privés avec les impératifs de développement durable. La valeur créée par les entreprises ne doit plus se faire au détriment de la préservation de la nature. Cette valeur doit davantage être créée et partagée selon des conditions qui satisfont les intérêts de toutes les parties prenantes, notamment ceux des populations locales et des États en matière de relation État-monde des entreprises.

Je ne citerai que quelques-uns des intervenants, mais la pluralité et la qualité des panélistes étaient de très haut niveau. L'ensemble des enjeux intégrés dans les piliers de la RSE a été approfondi et défendu par des leaders, en tête desquels Madame Jocelyne Edzo



●●● Manying Garandau, secrétaire
exécutive de la fondation BGFIBank

(Sobraga) et Monsieur Léod Paul Batolo (Comilog), pour qui la performance industrielle et la RSE sont indissociables. Les aspects sociaux, sociétaux, environnementaux, normatifs, managériaux... ne sont finalement que des rubriques qui permettent à des cadres d'entreprises privées ou publiques d'appréhender et de développer des concepts d'application propres à leur entité. Quelle que soit l'entreprise, la RSE est porteuse de valeur ajoutée, c'est un levier de croissance, une « transformActrice », un vecteur de sens au travail, une économie circulaire, une chaîne de valeur, etc.

À l'issue de cette journée, au cours du cocktail de clôture, j'ai observé et entendu des dialogues lourds de sens et de perspectives. Gageons que ce genre de « meetings » en présentiel n'est pas le dernier, mais simplement le premier d'une série permettant de notifier les progrès accomplis et par voie de conséquence, d'en mesurer l'intérêt ●

TURQUIE - GABON, DES RELATIONS À CROISSANCE EXPONENTIELLE AFFICHÉE

La présence turque en Afrique peut s'évaluer au nombre de ses représentations diplomatiques. De 12 en 2002, les ambassades turques en Afrique sont passées à 43 en 2021 tandis que les chancelleries africaines à Ankara sont passées de 10 en 2008 à 37 à ce jour. Établies après l'indépendance en 1960, les relations politiques et les échanges entre la Turquie et le Gabon ont toujours été très consensuels et positifs. La Turquie a inauguré son ambassade à Libreville en 2012 et le Gabon a inauguré son ambassade à Ankara en 2015. À partir de ces dates, la coopération bilatérale entre les deux pays s'est intensifiée. Des visites de haut niveau ont été organisées. C'est dans ce contexte qu'en 2011, le 11^e président de la République de Turquie, S.E.M. Abdullah Gül, a visité le Gabon, qu'en 2013, S.E.M. Recep Tayyip Erdoğan, à l'époque Premier ministre, est venu en visite officielle.

Par la Rédaction

S.E.M. Ali Bongo Ondimba, président de la République gabonaise, a visité la Turquie à trois occasions, respectivement en juillet 2012, mai 2015 et juillet 2018, à l'occasion de la cérémonie d'investiture du président turc. Il est indéniable que ces deux pays travaillent au développement de leurs relations, tous domaines confondus.

Échos de l'Éco : À l'initiative du ministère du Commerce turc, 13 entreprises gabonaises ont représenté le pays lors du 3^e forum économique et commercial Turquie / Afrique au mois d'octobre dernier. Qu'est-il ressorti de cette réunion à laquelle les journalistes ont réservé une part de leurs colonnes ?

En effet, le Gabon a participé à ce forum avec une délégation présidée par S.E.M. Hugues Mbadinga Madiya, ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME, et 13 entreprises gabonaises. Monsieur Mbadinga Madiya s'est illustré parmi les panelistes lors de la réunion G2B sur le thème des « Opportunités d'investissement & Secteurs ciblés en Afrique ».

S.E.M. Mehmet Muş, ministre du Commerce de Turquie, et son homologue gabonais ont échangé à cette occasion. Depuis 2016, la Turquie et l'Afrique organisent tous les deux ans des forums économiques et commerciaux. En 2020, les mesures liées à la pandémie n'ont pas permis que se déroule en présentiel cette troisième grand-messe baptisée « Turquie-Afrique : partenariats dans la résilience ». Il a fallu attendre les 21 et 22 octobre 2021 pour que ce 3^e forum d'économie et d'affaires Turquie-Afrique puisse se tenir dans la métropole turque, Istanbul.

Au cours de ce forum, les discussions ont porté sur différents thèmes : l'approfondissement du partenariat commercial, l'investissement, la technologie, la logistique, ainsi que la coopération dans les domaines de l'agriculture et de la santé, le leadership des femmes et la Zlecaf. Des rencontres G2B et B2B ont également été organisées.

Mon sentiment à l'issue de cette rencontre Turquie / Afrique s'inscrit dans un cadre plus large. Ce sommet se présente comme l'un des mécanismes visant à renforcer la coopération multidimen-

sionnelle entre la Turquie et le continent africain, qui progresse chaque jour.

Je m'explique : après l'établissement de sa politique d'ouverture sur l'Afrique en 1998, la Turquie a été déclarée partenaire stratégique de l'Union africaine lors du 10^e sommet de l'Union en janvier 2008.

Dès lors, des mécanismes ont été mis en place et nous assistons à présent à l'essor du renforcement de l'agence de coopération turque (TIKA) entre la Turquie et le continent africain. L'agence se déploie à travers ses 22 représentations sur le continent, dont un bureau de liaison, et étend son action grâce à l'accompagnement de projets de développement dans divers domaines, notamment les infrastructures, les services sociaux, les services économiques, l'éducation et la santé.

Depuis notre ambassade à Libreville, nous observons chaque jour le fruit de ces mécanismes de coopération, notamment par la hausse de l'intérêt des hommes d'affaires turcs prouvant leur volonté d'investir sur le continent consécutivement à ce 3^e forum. Les circonstances de ces réunions permettent également de consolider les partenariats déjà existants entre nos acteurs économiques en tissant des relations amicales par le biais de rencontres et de déplacements.

La pandémie de covid-19 a eu un impact sur la progression du volume commercial entre nos deux pays. En 2010 les échanges commerciaux s'élevaient à 24 millions de dollars. 10 ans après, en 2020, on s'approchait des 72 millions de dollars. Le Gabon importait pour 51,5 millions de dollars alors que le Gabon exportait 20,3 millions de dollars. Quels sont les produits ou services qui correspondent à ces chiffres ?

La coopération économique et commerciale est un domaine

clé au sein des relations turco-gabonaises.

Alors que les principaux produits exportés par la Turquie vers le Gabon sont les barres de ciment, le fer, l'acier non allié, les produits alimentaires, les tuyaux en fer, les produits en plastique et les serviettes hygiéniques, etc. les principaux produits exportés par le Gabon vers la Turquie sont le manganèse, le bois, le contreplaqué et les produits forestiers. La Turquie est le 9^e pays à partir duquel le Gabon importe le plus et le 18^e pays vers lequel il exporte le plus.

Quelle sera la future stratégie de développement des intérêts mutuels ? Quelles sont les perspectives ?

À titre personnel, je pense que l'un des succès les plus importants de ces dernières années résulte des relations turco-gabonaises qui reflètent la confiance mutuelle entre nos dirigeants. C'est précisément cet élément qui représente aujourd'hui le moteur qui nous rapproche chaque jour un peu plus.

D'autre part, d'un point de vue juridique, nous avons établi un vaste cadre qui nous permet de bâtir nos relations avec le Gabon sur des bases solides. Une base juridique qui regroupe divers domaines (économique, militaire, technologique, agriculture, santé, développement et culture).

Par ailleurs, nos peuples se sont rapprochés davantage grâce à la compagnie Turkish Airlines qui dessert le Gabon depuis janvier 2013 et l'école Maarif turco-gabonaise.

J'ai été particulièrement heureuse d'apprendre que plus de 400 étudiants gabonais ont intégré une université turque pour l'année académique en cours. Je m'emploie à ce que ce nombre augmente davantage à l'avenir. Il est indéniable que ces étudiants représentent un pont humain entre nos deux pays et qu'ils seront les architectes de nos relations à l'avenir.

Pour résumer, c'est dans un contexte de travail continu que nous œuvrons pour le renforcement de la coopération turco-gabonaise dans de nombreux domaines. Nous attachons une grande importance à ce que cette coopération se fasse sur la base du « gagnant-gagnant » et qu'elle profite le plus possible à nos peuples amis et frères.



●●● Nilufer Erdem Kaygisiz, ambassadrice de Turquie

Avez-vous pour objectif d'accroître les investissements turcs au Gabon ? Dans quels secteurs plus particulièrement ?

L'intérêt des hommes d'affaires turcs pour l'investissement au Gabon s'intensifie de plus en plus, consécutivement aux efforts déployés par les autorités de nos deux pays.

Outre les investissements déjà réalisés par les entreprises turques dans les domaines cités ci-dessus, je peux affirmer que l'investissement le plus important en ce moment se situe dans le domaine de l'énergie. En effet, il est prévu que la société turque « Desiba Energy Sas » commence la construction d'une centrale d'énergie solaire à Mouila dans les semaines à venir.

D'autre part, les entreprises turques ont toujours été intéressées par les projets de construction au Gabon et nous attendons certaines bonnes nouvelles dans ce secteur également.

Les secteurs du mobilier, du textile, de l'alimentation ainsi que de l'agriculture, de la pêche et bien d'autres sont aussi dans le viseur des entreprises turques. Les deux pays ont d'énormes potentiels dans ces domaines qui leur permettent de nouer des partenariats.

Par ailleurs, une délégation turque du Conseil d'affaires Turquie-Gabon, composée de son co-président et président-directeur général de Transtas Global Lojistik, M. Ersel Topaloğlu, qui travaille dans le domaine du transport et de la logistique, et de M. Onur Özden, membre du Conseil d'affaires Turquie-Gabon, qui exerce dans le domaine de la gestion des déchets, ont effectué une visite de travail au Gabon en novembre 2021 qui leur a permis de voir et d'analyser sur le terrain les éventuelles possibilités d'investissement au Gabon. Ces visites de nos hommes d'affaires sont les signaux de futurs investissements turcs au Gabon.

Qu'attendez-vous du sommet qui s'est déroulé à Istanbul en ce mois de décembre et où les Gabonais étaient très présents ?

Marqué par une importante participation des pays africains, ce 3^e sommet de partenariat Turquie-Afrique s'est magnifi-

quement bien déroulé. Tout comme pour les précédents, les fruits de ce sommet se feront également ressentir dans la durée.

Concernant le Gabon, nous avons été ravis d'accueillir S.E.M. Pacome Moubelet Boubeya, ministre des Affaires étrangères, S.E.M. Biendi Maganga Mousavou, ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation de la République gabonaise, S.E. Dr Guy Patrick Obiang Ndong, ministre de la Santé de la République gabonaise et S.E.M. Patrick Daouda Mouguiana, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Transfert de technologies, de l'Éducation nationale, chargé de la Formation civique. Ils se sont respectivement entretenus avec leurs homologues turcs. Rendez-vous au prochain sommet pour le bilan des actions menées.

De combien de concitoyens la communauté turque au Gabon se compose-t-elle ?

La communauté turque au Gabon ne dépasse pas les 40 personnes en ce moment. Mais ce chiffre pourrait fortement augmenter dans les mois qui viennent avec l'arrivée au Gabon des investisseurs turcs et de leur personnel.

La Turquie fournit-elle des bourses aux étudiant(e)s gabonais(es) ?

En matière de collaboration dans le domaine de l'éducation, l'école Maarif turco-gabonaise joue un rôle clef. En effet, aujourd'hui plus de 517 élèves gabonais sont inscrits à cette école et nous espérons que ce chiffre augmentera dans les années à venir.

D'autre part, l'Agence de Maarif active au sein de l'école conseille et oriente les élèves qui veulent poursuivre leurs études supérieures en Turquie. Plus de 400 élèves gabonais ont intégré une université pour l'année académique en cours.

Pour ce qui est de l'offre de bourses, la Turquie propose chaque année aux étudiants gabonais des bourses pour les cycles d'études de licence, master et doctorat. Elle a accordé plus de 58 bourses aux étudiants gabonais depuis 2005 ●

INTERVIEW DE MONSIEUR OĞUZCAN YERLI, DIRECTEUR GÉNÉRAL TURKISH AIRLINES GABON & RÉPUBLIQUE DU CONGO

LE CIEL SOURIT À TURKISH AIRLINES

Labellisée « 5 étoiles » pour l'année 2021, la place de Turkish Airlines est cimentée comme l'une des plus grandes compagnies aériennes au monde. Depuis sa filiale au Gabon inaugurée en janvier 2013, Turkish Airlines connaît un essor régulier qui suscite notre curiosité.

Par la Rédaction

Échos de l'Éco : Monsieur Oğuzcan Yerli, en huit années d'activités au Gabon, quel bilan pouvez-vous nous exposer ?

Tout d'abord, nous ne pouvons commencer cet entretien sans rappeler les faits historiques concernant Turkish Airlines. La compagnie a été créée en 1933 avec une flotte de 5 avions. Elle est membre de Star Alliance et compte maintenant 373 avions (passagers et cargo) desservant 328 destinations dans le monde, dont 50 domestiques et 278 internationales dans 128 pays. La compagnie Turkish Airlines possède le quatrième réseau mondial et dessert plus de pays que toute autre compagnie aérienne.

Les liaisons de notre compagnie aérienne au départ de Libreville vers Istanbul ont débuté en 2013, avec trois vols hebdomadaires. La demande croissante des clients et notre capacité de connecter efficacement le Gabon à l'Amérique, l'Asie et l'Europe, nous ont conduits à opérer des vols quotidiens jusqu'au début de 2020.

Même si en 2020 la crise liée

Nous avons été performants. Nous avons su nous adapter très rapidement, car le marché a connu des fluctuations, notamment à l'international.

à la pandémie a provoqué la fermeture de plusieurs destinations dans le monde entier, nos opérations à Libreville sont restées stables et nous nous en sommes très bien sortis par rapport à nos concurrents sur l'ensemble du réseau.

Comment avez-vous surmonté les problèmes commerciaux liés à la pandémie ?

Il ne serait pas réaliste de sous-estimer les multiples effets de la pandémie dans notre environnement social

et commercial. Cependant, nous pouvons affirmer avec confiance que, face à l'adversité liée à la Covid-19, nous avons été performants. Nous avons su nous adapter très rapidement, car le marché a connu des fluctuations, notamment à l'international, provoquant des situations incohérentes ou inattendues.

De même, la Covid-19 est un problème humain, qui nécessite une réponse humaine, nous avons donc ciblé des mesures de santé et de sécurité afin d'empêcher la transmission du virus. Des dispositions qui ont permis de maintenir la confiance avec nos passagers, qui ont répondu très positivement.

Soulignons que la compagnie Turkish Airlines n'a procédé à aucun licenciement ni bénéficié d'aucun soutien financier du Gouvernement pendant la pandémie. Outre les mesures prises, nous devons notre succès au dévouement de nos employés.

À ce sujet, c'est une philosophie – l'atout le plus important d'une compagnie aérienne tient à ses employés, au dévouement de son personnel.

Notre slogan est « Together we're stronger. Together we're a family. » (« Ensemble, nous sommes plus forts. Ensemble, nous sommes une famille. »). Nous prenons toujours soin des nôtres.



●●● Oğuzcan Yerli, directeur général Turkish Airlines Gabon & République du Congo

Quelle est votre stratégie en cette période de retour à une certaine normalité du trafic ? Quels sont vos objectifs ?

Alors que l'industrie aéronautique rebondit lentement et que les avions volent à nouveau de plus en plus nombreux, les compagnies aériennes et les aéroports seront confrontés à des défis uniques lors de la reprise des opérations.

En effet, la gestion des capacités, des ressources et des risques sont des défis plus importants que jamais. Chaque mois, chaque semaine et chaque jour, nous faisons de nouveaux plans, nous réorganisons, et nous adaptons à chaque instant. Ces différents aménagements rendent assez difficile l'harmonisation du processus de prise de décision entre les régulateurs mondiaux.

Notre objectif est de continuer à préserver la solidité de notre réseau tant que durera la crise mondiale due à la pandémie et aux mesures qui en découlent. Sans oublier que l'ouverture du nouvel aéroport

La situation géographique d'Istanbul au carrefour des continents entre l'Europe, l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient fait du hub de Turkish Airlines un centre d'opérations très important.

d'Istanbul en avril 2019 à tous les services passagers est l'un des facteurs clés des plans de développement du transporteur et joue un rôle majeur dans la croissance du tourisme en Turquie. La situation géographique d'Istanbul au carrefour des continents entre l'Europe, l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient fait du hub de Turkish Airlines un centre d'opérations très important.

Le nouvel aéroport a commencé ses opérations avec une capacité de 90 millions de passagers par an et, une fois toutes les phases achevées, devrait accueillir à l'avenir 200 millions de passagers chaque année. Le nouveau hub de Turkish Airlines permet une expérience de voyage améliorée et offre des services premium dans un tout nouvel environnement pour le confort de ses passagers.

Combien de vols assurez-vous par semaine et quels sont vos taux de remplissage ?

Actuellement, en raison de restrictions gouvernementales, nous opérons quatre vols par semaine. Nous augmenterons notre fréquence dans un avenir très proche, dès que les mesures de restrictions sanitaires dues à la pandémie seront allégées.

Concernant notre taux de remplissage, nous sommes en augmentation en raison de la forte demande résultant de la satisfaction de nos clients au Gabon. Notre compagnie est optimiste par rapport aux réservations et s'engage à assurer le service pour la satisfaction de sa clientèle ●



Version PDF
du journal téléchargeable



Scannez ce
pour accéder à
notre site web.



MISSION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE LA FRANCOPHONIE

GABON ET RWANDA • 06-13 JUILLET 2022

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



PARTENAIRES



CONTACTS

À LIBREVILLE

(POUR LES PARTICIPANTS D'AFRIQUE CENTRALE):
Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale
Courriel: repac@francophonie.org

À LOMÉ

(POUR LES PARTICIPANTS D'AFRIQUE DE L'OUEST):
Représentation de l'OIF pour l'Afrique de l'Ouest
Courriel: repao@francophonie.org

À TUNIS

(POUR LES PARTICIPANTS D'AFRIQUE DU NORD):
Représentation de l'OIF pour l'Afrique du Nord
Courriel: repant@francophonie.org

À ANTANANARIVO

(POUR LES PARTICIPANTS DE L'OCÉAN INDIEN):
Représentation de l'OIF pour l'océan Indien
Courriel: repoi@francophonie.org

À HANOÏ

(POUR LES PARTICIPANTS D'ASIE ET DU PACIFIQUE):
Représentation de l'OIF pour l'Asie et le Pacifique
Courriel: repap@francophonie.org

À BUCAREST

(POUR LES PARTICIPANTS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE):
Représentation de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale
Courriel: repeco@francophonie.org

À PORT AU PRINCE

(POUR LES PARTICIPANTS DE CARAÏBE ET D'AMÉRIQUE LATINE):
Représentation de l'OIF pour la Caraïbe et l'Amérique latine
Courriel: brecal@francophonie.org

À PARIS

(POUR TOUS LES AUTRES PARTICIPANTS):
Direction de la Francophonie économique et numérique (coordination générale)
Courriel: missions-économiques@francophonie.org

CONTEXTE

Le Gabon et le Rwanda accueillent du 6 au 13 juillet 2022 la 2^e mission économique et commerciale de la Francophonie.

Le Gabon, longtemps tributaire d'une économie reposant sur ses ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, a entrepris depuis 10 ans des efforts de diversification croissante de son économie avec un poids grandissant du PIB non pétrolier dans le PIB total (passant de 56% en 2010 à 67% en 2019). Il est la 3^e économie de l'Afrique centrale et le pays le plus riche du continent africain en termes de PIB par habitant.

Le Rwanda bénéficie d'un excellent climat d'investissement, d'un gouvernement solide et favorable aux entreprises, d'une économie à croissance rapide et d'un accès aux marchés de toute l'Afrique de l'Est avec un potentiel de marché de plus de 185 million de personnes. Le pays a créé un environnement propice à l'investissement. Ces efforts ont contribué à la transformation économique du Rwanda. Aujourd'hui, les services représentent près de la moitié de la production économique et le pays jouit d'une croissance moyenne de 7,5% depuis 2007. En Afrique, le Rwanda est classé 2^e pays où il est facile de faire des affaires. Il est également signataire de l'Accord de 2018 de Kigali sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), actuellement mis en œuvre dans le cadre de l'Union africaine. Le Rwanda a accès aux marchés africains et mondiaux grâce à de solides accords de libre-échange. Le pays dispose d'une série d'incitations pour les investisseurs prêts à investir dans le pays, dans un large éventail de secteurs : énergie, production manufacturière, agriculture, services financiers et éducation.

Le Gabon et le Rwanda ont en partage la volonté d'accélérer la transformation et la diversification de leurs économies en misant sur le développement des investissements publics et la mobilisation des investissements étrangers.

Avec le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) lancé en 2009, renforcé par le Plan d'accélération de la transformation (PAT) 2021-2023, le Gabon ambitionne d'industrialiser le pays en réduisant sa forte dépendance aux industries extractives et en développant la filière bois, l'agriculture et les services.

En se dotant de la Vision 2050 qui se décline en plans quinquennaux, le Rwanda, pays surnommé «Singapour africain», aspire à se transformer en un hub technologique, financier et d'affaires, pivot entre l'Afrique de l'Est et de l'Ouest et à devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2035, puis à revenu élevé d'ici 2050.

Occupant des positions géographiques stratégiques au centre de l'Afrique, le Gabon et le Rwanda représentent de nombreuses et prometteuses opportunités d'affaires et d'investissement pour les entreprises francophones à la recherche de portes d'entrée à une Afrique de plus en plus intégrée avec la mise en œuvre de la ZLECAF.

FILIÈRES D'ACTIVITÉ

STRATÉGIES RÉGIONALES

- **Plan directeur harmonisé et consolidé d'industrialisation et de diversification économique pour l'Afrique centrale (PDIDE)** : Doubler, dans les années à venir, la contribution industrielle au PIB régional (taux actuel : 12%).
- **Stratégie d'industrialisation durable de la filière bois dans les pays du Bassin du Congo** : Elever la 1^{re} transformation locale de bois à 100% en 2030 et les 2^e et 3^e transformations à 50% à moyen terme.
- **Livre blanc 2014-2030** de la CEEAC et de la CEMAC : Assurer à l'horizon 2030 l'accès universel des populations aux services énergétiques modernes.
- **Vision 2050 de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC)** :
 - + Développer l'industrie manufacturière qui devra représenter 20,3% en 2030 et 30,8% en 2050 du volume total des exportations régionales.
 - + Accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 73,6% en 2030 et à 65,3% en 2050.
 - + Elever le taux de pénétration d'Internet et d'accès au téléphone mobile à 80% en 2030 et à 95% en 2050.

GABON

AGRO-INDUSTRIES

- **Ambition de faire d'ici 2023 du pays recouvert à 87% par la forêt tropicale** (22 millions d'hectares) le champion du bois tropical transformé dans le monde.
- **Création en octobre 2020 de cinq zones agricoles à forte productivité (ZAP)** dans les localités de Kango et Andeme, dans la province de l'Estuaire, Idemba et Mboukou dans le Ngounié et Bifoun-Abanga dans le Moyen Ogooué, avec l'objectif d'atteindre d'ici 2022 une production de 20 000 tonnes de riz, 200 000 tonnes de maïs et soja, 51 000 poulets, 18 000 porcs, 40 000 bovins...
- **Adoption en juin 2021 de la Loi portant orientation agricole** qui contraint les entreprises du secteur alimentaire de s'approvisionner localement à hauteur d'au moins 50%. Son objectif consiste à atteindre la souveraineté alimentaire et à réduire de moitié la facture d'importations alimentaires à l'horizon 2025.
- **Zone Économique Spéciale de Nkok (ZES)** : 1126 hectares, 03 secteurs (bois, agro-industrie, sidérurgie et chimie) ; 143 investisseurs et 96 entreprises en production, guichet unique (23 administrations), **mesures incitatives** : 0% d'impôts sur les dividendes, sur le foncier, sur les revenus (pendant les 15 premières années) ; 100% des fonds rapatriables, exonération de taxes sur le revenu et sur les sociétés, etc.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

- **Top 5 des pays africains en termes de compétitivité énergétique** (classement de l'Institut Choiseul et du cabinet KPMG), avec l'un des meilleurs taux d'accès à l'électricité en Afrique (90,7%, 2019, Banque mondiale).
- **Énergies renouvelables représentant 89,8% de la consommation totale d'énergie** (2018, Banque mondiale).
- **Objectif de la politique énergétique nationale : atteindre à l'horizon 2025 une puissance installée totale de 1200 MW, composée à 80% d'énergies renouvelables** (hydrauliques et énergies nouvelles) et à 20% d'énergie thermique (principalement gaz). Un projet de fiscalité verte est prévu.
- **Potentiel hydroélectrique évalué à 6000 MW**, avec plusieurs barrages en projet : le grand Poubara (Haut-Ogooué), le barrage de Ngoulmendjim (province de l'Estuaire), le barrage des chutes de l'Impératrice.
- **Énergie solaire en pleine expansion avec environ 5000 lampadaires solaires installés en 2019** et la construction en cours de 8 centrales solaires hybrides (Ausar Energy, Total Eren, etc.).

MODALITÉS DE PARTICIPATION



PARTICIPANTS

La mission économique et commerciale de la Francophonie au Gabon et au Rwanda est ouverte à toute entreprise et à tout acteur économique originaire d'un pays membre de l'OIF et actif dans l'un de ces secteurs : agro-industries, énergies renouvelables, biens et services numériques, activités logistiques et financières liées.

ENTREPRISES

Entrepreneurs, investisseurs, prestataires de services aux entreprises, promoteurs de projets d'affaires et d'investissement

ACTEURS ÉCONOMIQUES

Décideurs politiques, dirigeants et responsables d'agences nationales de promotion commerciale et d'investissement, ainsi que de réseaux économiques francophones, banquiers, responsables d'institutions de financement.

Les dossiers de candidature doivent être déposés, **avant le 31 mars 2022** :

- Pour les participants du Gabon, du Rwanda et d'autres pays d'Afrique centrale : auprès des autorités des pays d'accueil et de la Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale
- Pour les participants internationaux : auprès des partenaires techniques et institutionnels et des Représentations de l'OIF en Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, océan Indien, Europe centrale et orientale, Caraïbe et Amérique latine, Asie et Pacifique

Les autorités des pays d'accueil, partenaires techniques et institutionnels et Représentations de l'OIF les vérifient au préalable et les déposent par la suite sur la plateforme :

www.missions-economiques-francophonie.org

L'OIF procède en avril 2022 à la sélection finale des participants avec l'appui d'un groupe d'experts indépendants.

Dans la limite du budget disponible, une prise en charge totale ou partielle des frais de participation est possible en faveur des entreprises issues des pays les moins avancés ou des pays en développement.



CALENDRIER

03 JANVIER - 31 MARS 2022	Dépôt des candidatures
FÉVRIER - MAI 2022	Activités préparatoires thématiques
AVRIL 2022	Sélection finale des participants
AVRIL - JUIN 2022	Sessions de rendez-vous d'affaires en ligne sur la plateforme Marcom
06 - 13 JUILLET 2022	Mission à Libreville et à Kigali

BIENS ET SERVICES NUMÉRIQUES

- **6^e pays africain le plus connecté au monde** (1^{er} pays en Afrique centrale) selon l'indice de développement des TIC 2017 de l'UIT.
- **Coût de l'accès à Internet divisé par 10 depuis 2010**, nombre d'abonnés à Internet multiplié par 7 (2,9 millions, soit un taux de pénétration de 156%), 44% de la population utilisant la mobile money.
- **Objectif** : faire passer la part de l'économie numérique de 5% du PIB en 2019 à 12% d'ici 2025.
- **Déploiement de 1 100 km de fibre optique jusqu'à la frontière congolaise** permettant la couverture Internet à haut débit (3G/4G)

sur le territoire national dans le cadre du projet Central African Backbone (CAB4) dont la phase 2 recherche des partenariats public-privé pour la pose d'un linéaire de 2185 km supplémentaires de fibre optique, la création de deux Datacenter, etc.

- **Projet «Train My Génération»** qui a permis de former depuis 2014 5 000 jeunes aux métiers du TIC ; Mise en place depuis 2018 de la **Société d'Incubation Numérique du Gabon (Sing)** pour accompagner les startups en innovation numérique ; Projet **«Gabon village numérique»** visant à construire 2 000 villages connectés d'ici 2025.

RWANDA

AGRO-INDUSTRIES

- **Agriculture représentant près de 35% du PIB**, 25% des exportations et 62% du total des emplois, en croissance annuelle de 5% depuis 2010.
- **Politique du Made in Rwanda lancée depuis 2017** visant à améliorer la qualité et réduire les coûts des produits manufacturés au Rwanda dans les secteurs clés de l'industrie agro-alimentaire, de la manufacture,...
- **Plan stratégique pour la transformation agricole 2018-2024 (PSTA 4)** qui accorde la priorité à 6 filières agroalimentaires : sucre, huiles alimentaires, riz, engrais, maïs et produits dérivés de l'aquaculture.
- **1^{er} place du classement 2018 (JA et NEPAD) des pays africains** qui se sont le plus illustrés dans la transformation agricole (note de 6,1 sur 10).
- **Zone Économique Spéciale de Kigali (KSEZ)**, 98 hectares (phase I), plusieurs secteurs (industrie manufacturière, agro-alimentaire, textile-habillement et cuir...), 120 entreprises en production qui ont vu leurs ventes bondir de 206%, la valeur ajoutée de 201%, le nombre de salariés permanents de 18% (Steenbergen et Javorcik, 2017).

380 millions USD pour la distribution de foyers écologiques à plus de 80% de sa population rurale et à 50% de ses citoyens vivant dans les villes, 206 millions USD pour la mise en place de mini-centrales solaires d'une capacité combinée de 68 MW, 285 millions USD pour l'installation de systèmes d'irrigation fonctionnant au solaire dans le secteur agricole, etc.

- **Financement d'un montant de 150 millions USD accordé en septembre 2020 par la Banque africaine de développement** pour l'amélioration de l'accès à l'énergie durable au Rwanda.

BIENS ET SERVICES NUMÉRIQUES

- **Smart Rwanda Master Plan 2015-2020** dont l'objectif principal consiste à faire du Rwanda un hub technologique et d'innovation régionale.
- **3,3 millions d'abonnés à Internet**, soit un taux de pénétration de 26% en janvier 2020, en augmentation de 8,8% par rapport à 2019 ; 9,3 millions de connexions téléphoniques mobiles.
- **7 000 km de câblage en fibre optique**, 95% du territoire national couvert par le réseau 4G LTE.
- **Secteur des TIC en croissance annuelle moyenne de 11% depuis 2006**, valeur estimée du marché d'ici 2025 : 5 milliards USD.
- **3^e pays africain le mieux classé en termes d'écosystèmes de startups les plus dynamiques du monde** (Startup Ecosystem Rankings 2020, Startupblinks).
- **Phase II de KSEZ : Bâtir Kigali Innovation City (KIC) sur 178 hectares, avec 250 millions d'euros d'investissement** pour l'aménagement du site avec routes, électricité, eaux, fibres optiques, etc. Une fois achevé, KIC devrait générer 150 millions USD en exportation TIC par an, attirer plus de 300 millions USD d'investissements directs étrangers et créer plus de 50 000 emplois.
- **Kigali International Financial Centre** ambitionne d'attirer les investisseurs du monde entier désireux de chercher des opportunités d'affaires et d'investissement sur le continent africain, avec diverses incitations : **exonération de contrôle des changes, de restrictions sur les propriétés et actifs étrangers, 100% de bénéfices rapatriables, etc.**

ÉNERGIES RENOUVELABLES

- **Stratégie Nationale de Transformation (NST1)** prévoyant un accès universel à une source d'électricité fiable à l'horizon 2024 et le développement d'ici 2030 d'un mix énergétique constitué à 60% des ressources renouvelables (hydro et solaire).
- **5^e pays au monde en termes de promotion des énergies renouvelables** selon le rapport « Climatscope 2018 » de Bloomberg New Energy Finance.
- **Énergies renouvelables représentant 85,6% de la consommation totale d'énergie** (2018, Banque mondiale).
- **Premier parc solaire à grande échelle construit en 2015 en Afrique de l'Est**, d'une capacité de 8,5 MW, composé de 28 000 panneaux répartis sur 21 hectares dans la province de Rwamagana.
- Investissements annoncés en juin 2020 par le gouvernement dans le cadre de la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris :

MISSION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE AU GABON ET AU RWANDA

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) co-organise avec les autorités des deux pays, en collaboration avec ses partenaires institutionnels et techniques, cette mission économique et commerciale en Afrique centrale avec deux étapes :

1 LIBREVILLE
06-08 juillet 2022

2 KIGALI
11-13 juillet 2022

Son Excellence Madame Louise MUSHIKIWABO, Secrétaire générale de la Francophonie, y conduira une délégation de 70 à 100 entreprises et acteurs économiques francophones en provenance de l'ensemble des régions francophones : Afrique, Amérique du Nord, Asie et Pacifique, Caraïbe et Amérique latine, Europe et océan Indien.

Ceux-ci auront l'occasion de prospecter ensemble les deux marchés, faire des affaires et réseauter avec 200 à 250 partenaires potentiels gabonais et rwandais.



L'ESPACE ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE REPRÉSENTE :

- 88 États et gouvernements répartis sur 5 continents
- 14 % de la population mondiale
- 16 % du produit national brut mondial
- 20 % du commerce mondial des marchandises
- 14 % des réserves mondiales de ressources minières et énergétiques
- Le français est la 3^e langue des affaires et la 4^e langue utilisée sur Internet



PROGRAMME-TYPE DES ÉTAPES

- **Forum économique de haut niveau** avec les autorités politiques et économiques du pays d'accueil.
- **Rencontres B2B** avec de grands groupes et des PME locales.
- **Rencontres entre agences de promotion commerciale et d'investissement, banques et institutions de financement régionales et nationales.**
- **Visites « sur mesure »** d'entreprises innovantes locales.
- **Activités de réseautage** entre les participants venus d'Afrique, d'Amérique du Nord, d'Asie, d'Europe, de l'océan Indien, de Caraïbe et d'Amérique latine.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 88 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2018, établit à 300 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII^e Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Mme Mushikiwabo a pris ses fonctions en janvier 2019.

54 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • Centrafrique • Comores • Congo • République Démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Niger • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

7 MEMBRES ASSOCIÉS

Chypre • Émirats arabes unis • France-Nouvelle-Calédonie • Ghana • Kosovo • Qatar • Serbie

27 OBSERVATEURS

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada/Ontario • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Slovaquie • Slovénie • tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

@OIFrancophonie
www.francophonie.org



Les **Echos**
de l'Eco
echosdeleco.com

Vous présentent ses meilleurs

Noeux

2022

les Échos de l'Éco
Premier anniversaire en février
Nous lui dédions une édition spéciale

PUBLIREPORTAGE

POUR SES 15 ANS HPG PROPOSE DES SERVICES INNOVANTS

HPG, Handling Partner Gabon, est l'entreprise incontournable du monde aéroportuaire. Depuis sa création en 2007, sa mission consiste à répondre aux attentes des compagnies aériennes en termes de gestion de sécurité, d'un bout à l'autre du trajet aéroportuaire. HPG innove et a mis en place un service + avec la création d'un nouveau département baptisé Sikka. Cette entité peut prendre en charge les passagers et leurs bagages depuis leur point de départ jusqu'à leur point d'arrivée. Cela mérite quelques questions :

Échos de l'Éco : Quelles sont les raisons qui nous inciteraient à utiliser vos services ?

L'objectif concret de Sikka est de faciliter les procédures avant et après l'embarquement. Sikka répond aux attentes des passagers, quelle que soit la classe dans laquelle ils voyagent. Depuis l'aéroport Léon Mba, nos souscripteurs se voient proposer un service concret : accueil privilégié, assistance personnalisée, bagagiste, aucune file d'attente à l'enregistrement, accès prioritaire aux passages des formalités d'immigration, des contrôles de sûreté et douaniers. Un service de transport des personnes et des bagages au départ comme à l'arrivée est également proposé.

Travaillez-vous en collaboration avec certaines compagnies ? Ont-elles des demandes particulières ?

HPG est l'assistant référent de tous les vols opérant sur l'aéroport de Libreville. C'est à ce titre que nous les assistons, que nous collaborons en permanence avec toutes les compagnies aériennes, commerciales ou privées. Nous prenons également en charge le traitement des vols cargo. Nous répondons aux demandes particulières concernant le catering, le servicing et le déroulement de l'enregistrement passager, bagages, ou lors du traitement des vols cargos.

Vos services sont-ils opérationnels H24 ?

Bien évidemment, nos services sont ouverts H24, selon l'exploitation des compagnies aériennes. Afin de répondre au mieux à la demande des compagnies, nous mettons à disposition des équipes de veille, quelle que soit l'heure.

Quelle est votre grille tarifaire ?

Nous sommes liés par contrat avec les compagnies aériennes et les prix sont fixés en fonction des services demandés. Il en est de même pour le traitement des vols privés.

En ce qui concerne les Pass Sikka, nous en proposons trois à des tarifs différents : Silver - Gold - Platinum. Ces catégories répondent aux souhaits du client, tels que l'accès ou non au salon, mais la qualité de la prestation est toujours optimale. Selon le choix, les prix varient entre 29 000 F CFA et 81 000 F CFA ●



Avec nos TPE,

réglez vos achats en toute sécurité !



Orabank vous offre le meilleur !

Réglez vos achats en toute sécurité, dans plus de 300 points de vente à Libreville et Port-Gentil.

Tél. : 00 (241) 011 79 15 00.

www.orabank.net



Orabank, un partenaire à votre écoute



LA TRIBUNE DE RACHEL

INITIATIVE ENTREPRENEURIALE FÉMININE AU GABON

La présence de la femme dans le domaine entrepreneurial, le développement et la modernisation de la société gabonaise s'affirme et bénéficie à la fois de l'appui des gouvernants et des partenaires au développement. Cependant, de nombreuses entreprises féminines rencontrent des difficultés, principalement dans trois domaines : la levée des ressources lors de leur création et/ou de leur expansion, avec pour conséquence que la majorité de ces entreprises sont de petites tailles, peinent à grandir ou disparaissent rapidement ; la formation de leurs responsables dans la gestion, la tenue des comptes et l'organisation interne de leur structure ; la connaissance approfondie de leur secteur d'activités et l'amélioration de la qualité des produits.

Par Rachel Ebaneth

De nombreux experts considèrent que la femme africaine prend progressivement une place très visible à l'échelle du continent dans les activités politiques, économiques et administratives du secteur public, mais aussi dans le privé. En effet, dans la zone francophone en particulier, de plus en plus de femmes créent, gèrent et développent des entreprises dans la production, les services, et surtout l'agriculture et l'artisanat.

Cette tendance se manifeste encore timidement au Gabon, mais avec une constance entretenue par des femmes qui se rassemblent sous forme d'associations, de coopératives ou de groupements d'intérêts économiques pour parfaire leur esprit entrepreneurial.

Ainsi est né le « Chapitre AWEP-Gabon », association composée d'une cinquantaine de femmes qui réfléchissent et agissent afin de se former et d'améliorer la qualité de leurs produits dans l'objectif d'accéder au marché extérieur dans des conditions conformes aux normes et standards du commerce international. Les femmes AWEP sont actives dans diverses activités et produits. La particularité du Chapitre AWEP-Gabon est que ses membres croient et œuvrent à la réussite du partenariat économique entre les États-Unis et le Gabon.

D'autres plateformes, officielles ou non, existent et contribuent à la promotion et à l'encouragement des activités ou des projets d'affaires portés par les femmes, quel que soit leur statut : PME, TPE, artisanat, ou tous types d'activités génératrices de revenus.

Autant d'obstacles qui bloquent l'initiative privée féminine, freinent ou retardent la contribution de ces entreprises à la croissance, à la création d'emplois et à l'émergence d'une véritable classe de femmes d'affaires au Gabon. Malgré ces difficultés, conscientes de leur nécessaire intégration dans la vie économique nationale, ces femmes œuvrent méthodiquement pour atteindre leurs objectifs.

LES SECTEURS DE PRÉDICTION DES FEMMES

Les femmes sont majoritairement présentes dans les activités assimilées au secteur artisanal. Nombreuses sont les artisanes ou propriétaires d'entreprises

artisanales au sens de la loi n°027/2018 portant orientation de la politique de l'artisanat qui dispose que : l'artisan est toute personne physique active dans la production, la transformation, la réparation, la restauration d'objets, la prestation de services dont les activités présentent des aspects essentiellement manuels et légèrement mécanisés n'occasionnant pas une production industrielle ; l'entreprise artisanale est toute personne morale qui exerce à titre principal ou secondaire une activité dans la production, la transformation, la réparation, la restauration d'objets, la prestation de services dont les activités présentent des aspects essentiellement manuels et légèrement mécanisés n'occasionnant pas une production industrielle ; le nombre de salariés d'une entreprise artisanale est limité à dix.

Ces définitions officielles de l'artisan et de l'entreprise artisanale sont les domaines où l'initiative féminine s'exprime abondamment et efficacement. L'organisation de campagnes de promotion et de commercialisation à travers foires et exposi-

tions donne aux femmes l'opportunité de valoriser et de faire connaître leurs produits « faits mains » et souvent de qualité : linge de maison, habillement, produits alimentaires et cosmétiques, bijoux, objets d'art, etc.

Par l'importance de leur chiffre d'affaires, certaines entreprises féminines sortent d'ailleurs de la dimension artisanale. Il est communément admis qu'en matière de gestion, les femmes semblent plus rigoureuses que les hommes. Vraie ou fausse, cette idée très répandue dans les milieux financiers fait espérer que les femmes africaines seront capables de participer valablement à la croissance économique du continent. Certes, il existe des nuances et des disparités dans le degré et la volonté d'innovation de leurs responsables. Mais si les éléments d'encouragement des femmes entrepreneures ne manquent pas, l'organisation, la formalisation de leurs affaires, leur solidarité dans l'action et leur synergie de compétence et de performance doivent être davantage valorisées, améliorées et développées. Dans ce processus d'intégration féminine dans le milieu des affaires, les jeunes femmes s'affirment et occupent une place admirable.



●●● Rachel Ebaneth, directrice générale de la Chambre nationale des métiers de l'artisanat du Gabon. Précédemment secrétaire générale du ministère des PME.

LE PROFIL DE LA FEMME CHEFFE D'ENTREPRISE

Diplômées ou non, les femmes entrepreneures se mobilisent entièrement pour la gestion des affaires. Elles doutent rarement de leur réussite et mettent tout en œuvre pour y parvenir. Par sa détermination et sa discipline, la femme cheffe d'entreprise forme corps avec son activité, une caractéristique ancrée dans son comportement au quotidien qui traduit la prise de conscience de son rôle dans la société. De nombreuses femmes trouvent désormais leur épanouissement et leur émancipation dans l'entrepreneuriat, deviennent indépendantes financièrement et entreprennent des voyages d'affaires pour échanger leurs expériences, promouvoir et développer leurs activités.

Ces secteurs d'activités leur ont permis de se constituer en réseaux et/ou en associations fiables et de devenir non plus seulement gérantes, mais aussi propriétaires d'unités de production. Il serait intéressant que chaque pays AGOA initie

une étude débouchant sur l'évaluation et la quantification de la contribution réelle des femmes à la création des richesses nationales : nombre d'entreprises, de salariés, valeur des investissements, masse salariale, consommation et contribution fiscale, prévisions d'évolution, etc. Quoique mondialisée, la croissance est d'abord à bâtir au niveau de l'économie domestique et s'aggrave par la suite à l'économie mondiale ●



vous propose

- Des appartements • Des villas • Des biens prestigieux
- Des terrains • Des locaux commerciaux

photo non contractuelle

Vous êtes propriétaire et souhaitez louer votre villa ? L'AGENCES N°1 EST LA SOLUTION !
Face à une forte demande nous recherchons des propriétés à la location dans les quartiers résidentiels.

Nous vous offrons le meilleur accompagnement pour la gestion de votre location.

Montagne Sainte
Téléphone : 011 74 51 51 / 077 64 51 51

Retrouvez-nous sur notre site internet
www.agencesn1.com

Facebook: [agencesnumero1](https://www.facebook.com/agencesnumero1)
Instagram: [Agences n1](https://www.instagram.com/Agencesn1)



Ensemble, réalisons vos projets

Nous vous remercions pour la confiance et le chemin parcouru à nos cotés.

Nous comptons partager avec vous de nouveaux défis et de nouvelles perspectives.

Nous vous souhaitons meilleurs vœux de santé, de prospérité et de bonheur dans toutes vos entreprises.

Bonne et Heureuse Année à tous



01 44 46 23 / 065 54 24 00



contact@finamgabon.com



www.finam.ga



**La Direction Générale vous souhaite
une excellente année**



**Nous vous devons
plus qu'un service.**